



Banque de la République d'Haïti

NOTE SUR LA POLITIQUE MONETAIRE

2^e trimestre de l'exercice fiscal 2021

(Janvier – Mars 2021)



SPIH

OBLIGATIONS BRH
Ak obligasyon BRH, tout jan w genyen!

FONDS BRH
POUR LA RECHERCHE
ET LE DÉVELOPPEMENT

@BRHHaiti



Sommaire

I.	VUE D'ENSEMBLE	2
II.	L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE GLOBAL.....	2
	II.1 L'ÉCONOMIE MONDIALE.....	2
	II.2 L'ÉCONOMIE HAITIENNE.....	4
III.	LES DÉCISIONS DE POLITIQUE MONÉTAIRE AU 2 ^{ème} TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2021.....	7
IV.	LES AGRÉGATS MONÉTAIRES AU 2 ^e TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2021.....	8
V.	LES RÉSULTATS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE DU SYSTÈME BANCAIRE.....	10
VI.	PERSPECTIVES.....	12

I. VUE D'ENSEMBLE

Au 2^e trimestre de l'exercice fiscal 2020- 2021, le contexte de mise en œuvre de la politique monétaire de la Banque de la République d'Haïti (BRH) a été caractérisé par la reprise, quoiqu'inégale, des principales économies mondiales et partenaires majeurs d'Haïti.

Aux États-Unis, la croissance a été plus importante par rapport au 1^{er} trimestre 2021, sous l'effet du plan de relance et d'un certain dynamisme de la consommation à la fin de ce trimestre. Au niveau de la Zone Euro il a été observé un retour à la croissance de l'activité économique qui résulte principalement de l'expansion record du secteur manufacturier. En République Dominicaine la croissance économique a repris en raison du dynamisme des secteurs comme la construction, le commerce et les mines, combiné aux mesures de soutien des autorités qui ont permis une augmentation significative du crédit privé. S'agissant des cours des produits de base sur le marché international, la reprise de l'activité économique mondiale s'est traduite par une augmentation de la demande, laquelle a suscité le renchérissement de ces produits.

Au niveau local, la situation socio-politique et les conditions sécuritaires continuent de peser lourdement sur l'activité économique et la capacité des autorités fiscales à mobiliser des ressources. De même, les conditions d'approvisionnement des marchés urbains et l'accès aux produits alimentaires s'en retrouvent affectés, générant davantage de pressions sur les prix.

C'est dans cet environnement que la BRH a maintenu sa politique de reprise systématique de la liquidité en gourdes, notamment à travers des ventes de devises sur le marché des changes afin de lisser les fluctuations indésirables du taux de change et leurs incidences négatives sur les prix dans l'économie.

II. L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE GLOBAL

II.1 L'ECONOMIE MONDIALE

Les projections les plus récentes du Fonds Monétaire International (FMI) tablent sur une accélération de la croissance de l'économie mondiale en 2021 malgré une persistance de certains risques¹. Le PIB mondial devrait croître de 6 % en 2021 contre des prévisions de 5,5 % réalisées en janvier dernier. Cette révision à la hausse a été attribuée aux nouvelles mesures de soutien budgétaire notamment aux États-Unis, aux anticipations de reprise tirée par la poursuite des campagnes de vaccination et à

¹ Projections de Mars 2021

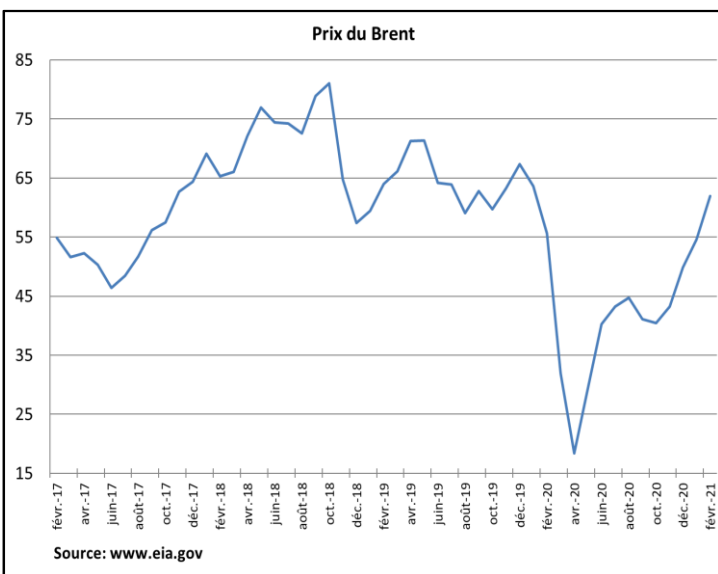
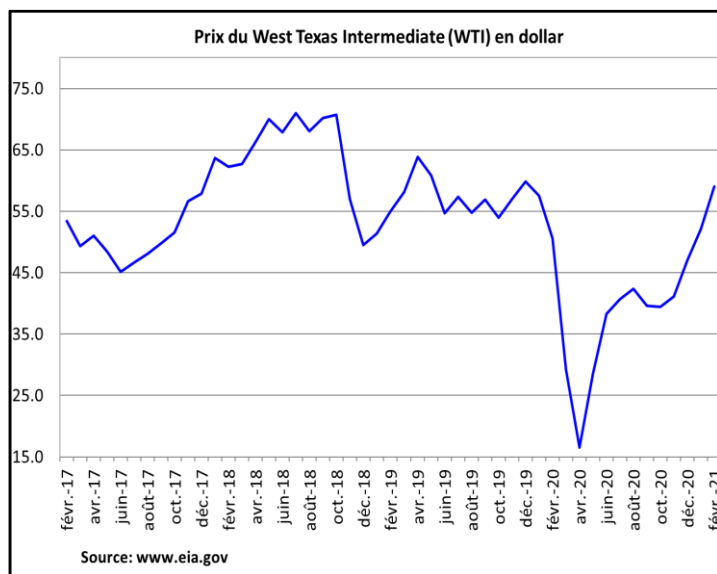
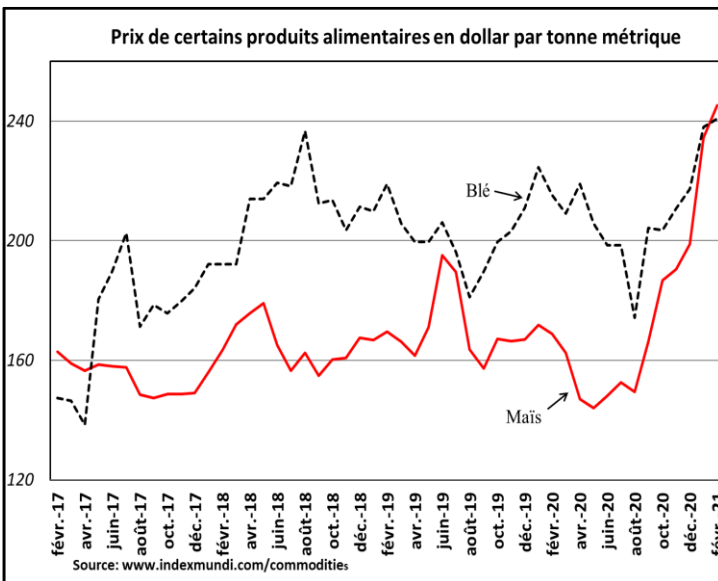
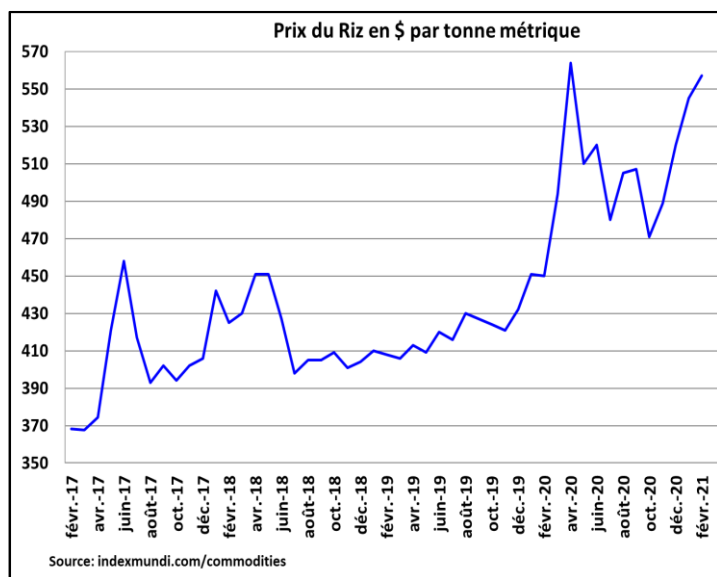
l'adaptation continue des entreprises et des ménages aux défis de la crise sanitaire. Ainsi, les données préliminaires font état d'une progression plus prononcée de la croissance de l'économie américaine entre janvier et mars 2021. Le PIB des États-Unis devrait croître de 3 % sur cette période contre 1 % un trimestre plus tôt selon les estimations du Conference Board et de la Firme IHS Markit en raison d'un assouplissement des mesures de restriction sociale et du plan de relance massif mis en place par l'Administration Biden. Conséquemment, l'inflation annuelle s'est établie à 1,7 % en février 2021 contre 1,4 % en décembre 2020 alors que le chômage est ressorti à 6 % en mars, soit une amélioration de 70 points de base par rapport à décembre 2020.

C'est ainsi que la Reserve Fédérale américaine (Fed) a maintenu le cap sur le rachat d'actifs tout en gardant ses taux directeurs inchangés entre 0 % et 0,25 %. Elle prévoit d'augmenter ses acquisitions de bons du Trésor sur le marché secondaire d'au moins 80 milliards de dollars par mois et celles des titres adossés aux créances hypothécaires d'au moins 40 milliards de dollars.

S'agissant de la Zone Euro, l'indice IHS Markit table sur un retour à la croissance dans le secteur privé en mars 2021. Porté par une expansion record de la production dans le secteur manufacturier, le secteur privé de la Zone Euro a renoué avec la croissance en mars. Se redressant de 48,8 en février à 53,2 en mars 2021, l'indice PMI composite IHS Markit de l'activité globale a atteint son plus haut niveau depuis juillet 2020. Par ailleurs, selon l'office européen des statistiques (Eurostat), l'inflation est complètement sortie de la zone négative, affichant un taux de 1,3 % en mars 2021. Cependant, cette évolution de l'activité économique ne s'est pas reflétée dans l'évolution du chômage dont le taux est passé à 8,3 % en février après 8,1 % en décembre 2020.

En République Dominicaine, l'indicateur mensuel de l'activité économique (IMAE) a enregistré une croissance de 1,1 % en février 2021, après des baisses de 6,1 % et 1 % respectivement en septembre et décembre 2020. Cette progression découle d'une part du dynamisme des secteurs comme la construction, le commerce et les mines et d'autre part, des mesures de soutien mises en œuvre par les autorités. De plus, le crédit privé en monnaie locale a progressé d'environ 9 % sur un an en mars 2021, affichant l'un des taux de croissance les plus élevés de la région. Parallèlement, l'inflation globale s'est chiffrée à 7,09 % en février, en hausse de 1,54 point pourcentage par rapport à son niveau de décembre 2020. Pour sa part, l'inflation sous-jacente, qui exclut les composantes les plus volatiles du panier de base, s'est portée à 5,36%, dépassant ainsi la limite supérieure de l'objectif de $4,0\% \pm 1,0\%$. En dépit de cette évolution de l'inflation, les autorités monétaires ont décidé de maintenir inchangé le taux directeur à 3 % dans le but de maintenir le soutien à l'économie.

S'agissant des produits de base alimentaires et pétroliers, une augmentation a caractérisé leurs prix sur le marché international. En effet, l'indice FAO des prix des denrées alimentaires s'est établi à 118,5 en mars 2021 contre une moyenne de 108,5 au premier trimestre 2021. En ce qui concerne les produits pétroliers, le prix du baril du Brent a atteint 64,06 dollars américains en mars 2021 contre 49,87 dollars américains en décembre 2020 tandis que celui du WTI s'est établi à 61,49 dollars américains au cours de la même période contre 47,05 dollars américains un trimestre plus tôt.



II.2 L'ECONOMIE HAÏTIENNE

Au deuxième trimestre 2021, s'il est vrai que la reprise au niveau mondial devrait être profitable à l'économie haïtienne en termes d'augmentation de la demande de biens exportables et de transferts de

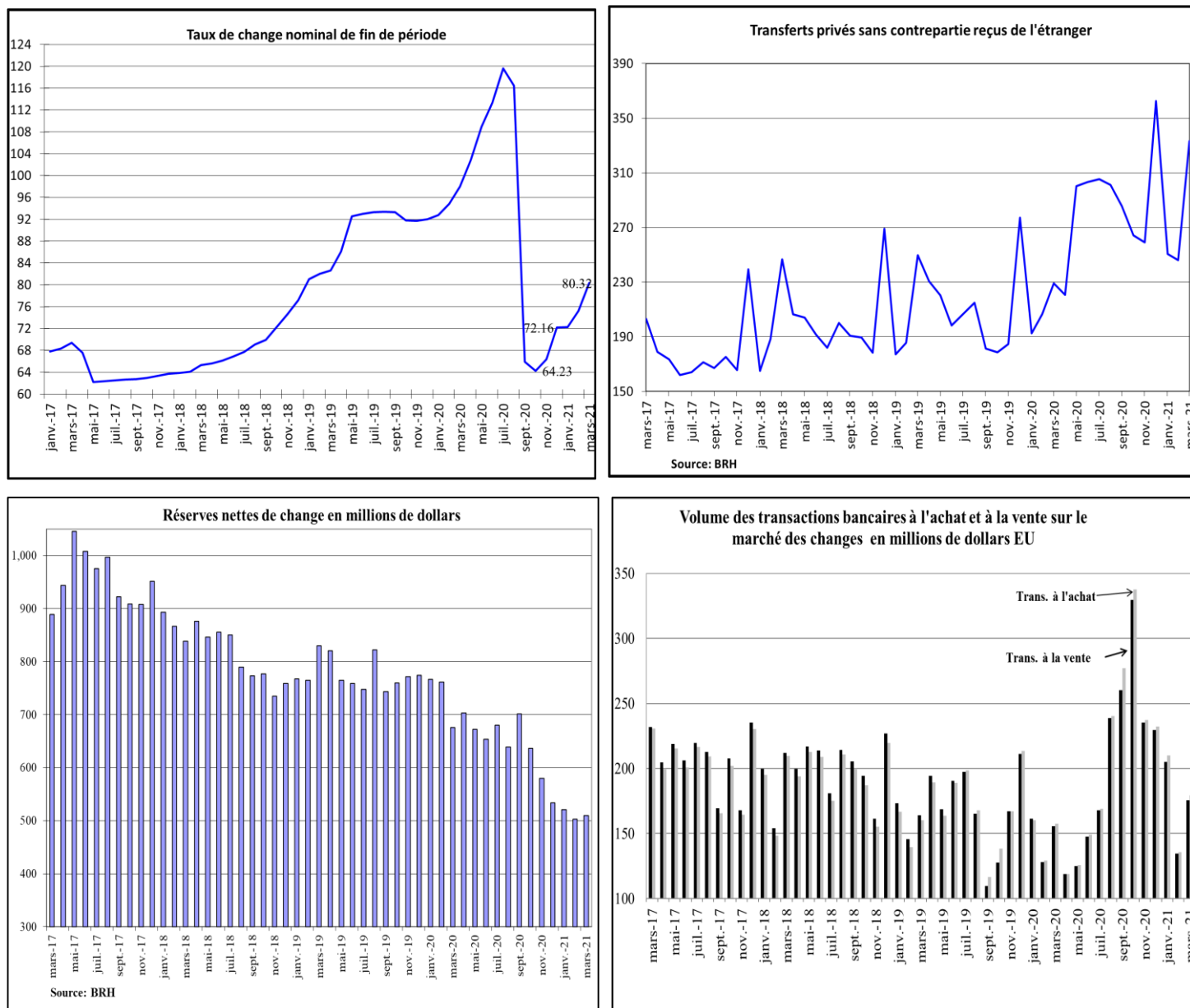
fonds des migrants, la situation socio-politique et sécuritaire s'est confirmée comme la principale contrainte à la relance des activités. Cette situation a ainsi porté ainsi de nombreuses entreprises à garder une position attentiste et des ménages à reporter certaines de leurs consommations.

Dans le même temps, l'irrégularité des pluies et les problèmes au niveau des canaux d'irrigation se sont traduits en de faibles récoltes pour les deux dernières campagnes agricoles, affectant ainsi la disponibilité des denrées locales. Ce creusement du déficit de l'offre locale a été relativement compensé par les importations qui ont enregistré une hausse sur les cinq premiers mois de l'exercice. Parallèlement, les prix dans l'économie ont subi les effets néfastes de la perturbation des conditions d'approvisionnement par le climat sécuritaire, du renchérissement des produits de base (alimentaires et pétroliers) sur le marché international et de la dépréciation de la gourde. Ceci s'est reflété notamment au niveau de l'inflation mensuelle qui a accusé une hausse de 10 points de base par rapport au premier trimestre pour se porter à 1,1 % en février 2021.

Sur une base annuelle, la variation de l'IPC s'est portée à 17,9 % contre 19,2 % en décembre 2020. Au-delà des effets rémanents de l'appréciation de la gourde durant le trimestre précédent, ce ralentissement de l'inflation annuelle reflète également un effet de base lié à une progression des prix plus importante un an plus tôt.

Au niveau du secteur externe, les données préliminaires ont fait état d'une détérioration importante de la balance commerciale et de l'augmentation des transferts privés sans contrepartie. Propulsé par l'augmentation substantielle des importations, le solde commercial a atteint -1 495,6 millions de dollars entre octobre 2020 et février 2021 contre -948,4 millions sur la même période de l'exercice précédent. En rythme annualisé, les importations sur les cinq premiers mois de l'exercice en cours ont crû de 37,7 % à 1 884,3 millions de dollars. Il s'agit d'une progression attribuable essentiellement aux produits pétroliers, aux dépenses publiques dans le domaine des infrastructures électriques et à l'appréciation de la gourde enregistrée à la fin de l'exercice passé. La baisse du taux de change enregistrée au début du trimestre précédent s'est reflétée dans l'augmentation de la demande des biens importés notamment les produits pétroliers dont le volume a crû de plus de 50 % en glissement annuel. Par contre, les exportations ont baissé de 7,5 % à 388,73 millions de dollars, en raison de la baisse de la demande mondiale de vêtements, engendrée par la crise sanitaire. En ce qui a trait aux transferts privés sans contrepartie qui constituent une source importante de devises du pays, ils ont reculé de 6,3 % par rapport au trimestre passé pour se chiffrer à 830,3 millions de dollars pour le trimestre sous étude. Néanmoins, ce niveau marque une progression de 32,1 % en glissement annuel.

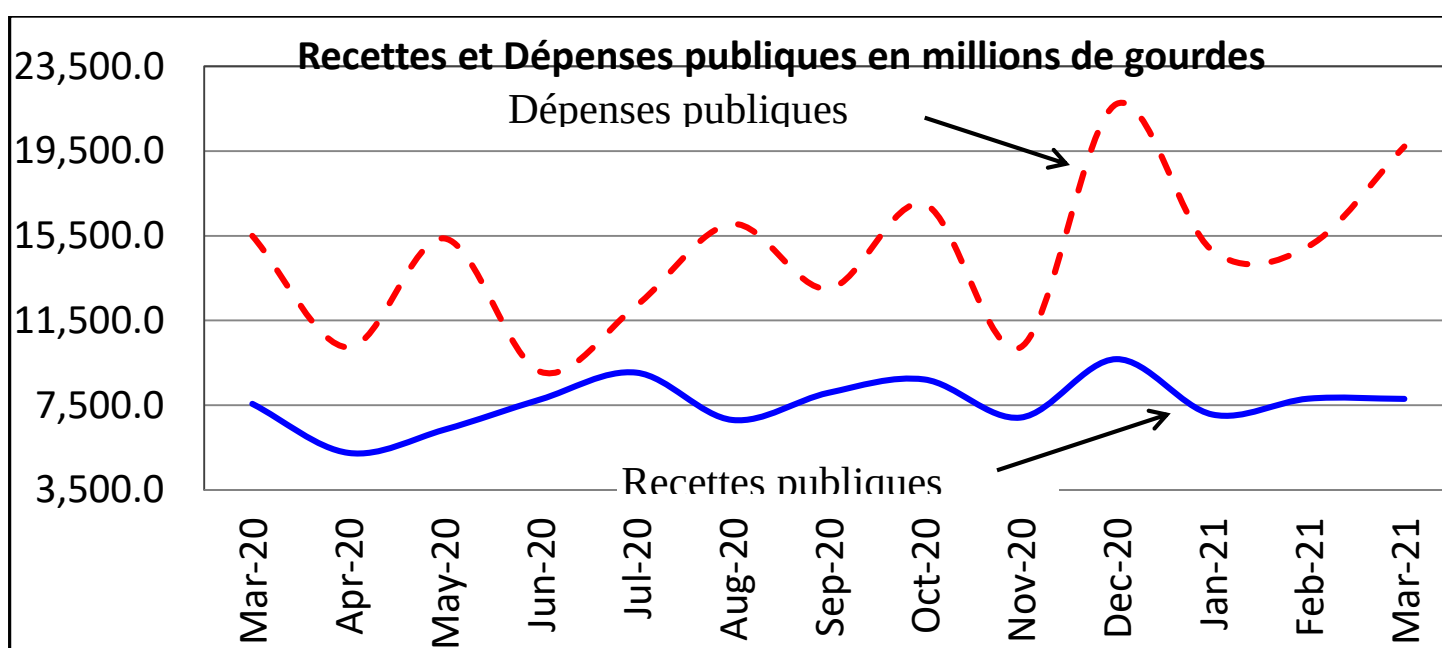
L'évolution des deux principales composantes de l'offre de devises a amplifié l'écart par rapport à la demande, laquelle a subi l'effet du financement monétaire du déficit. De ce déséquilibre grandissant, ont émergé des anticipations négatives de la part des agents économiques, générant ainsi des pressions additionnelles sur le taux de change. Conséquemment, le taux de change est passé de 72,16 gourdes pour un dollar ÉU en décembre 2020 à 80,32 gourdes en mars 2021, soit une dépréciation de 11,3 % de la gourde par rapport au dollar américain sur le trimestre.



La dégradation du climat des affaires, résultant de la conjoncture sociale et politique, a eu des incidences négatives sur la situation des finances publiques, affectant la capacité de l'État à mobiliser des ressources au cours du deuxième trimestre 2021. Les recettes ont chuté de 10,44 % en rythme

trimestriel, passant de 25 293,66 MG à 22 652,66 MG, ce qui représente un taux de perception en pourcentage des prévisions de 68,3 % contre 76,3 % un trimestre plus tôt. De même, les dépenses budgétaires ont totalisé 41 304,2 MG, suite à un repli de 15,6 % par rapport au trimestre précédent.

De manière globale, les ressources collectées par l'État sur les six premiers mois de l'exercice ont été chiffrées à 130 464,06 MG dont 47 946,3 MG de recettes fiscales. Ces dernières ont été insuffisantes pour couvrir les décaissements totalisant 154 032,10 MG dont 90 235,87 MG de dépenses budgétaires effectuées par l'État sur la période. Conséquemment, les opérations financières de l'État se sont soldées par un déficit du Trésor financé, en partie, par la BRH à hauteur de 33 108,50 MG. Ce montant reste en dessous du plafond de 39 307,90 MG fixé dans le cadre du pacte de gouvernance économique et financière signé entre le MEF et la BRH.



III- DECISIONS DE POLITIQUE MONETAIRE AU 2^E TRIMESTRE DE L'EXERCICE FISCAL 2021

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2021, le resserrement des contraintes sur la conduite de la politique monétaire s'est traduit par la nécessité de concilier les objectifs de stabilité des prix et ceux liés au respect des ratios d'adéquation des réserves de change. Ainsi, tout en gardant inchangés les taux de réserves obligatoires et les taux d'intérêt bons BRH, la Banque Centrale a maintenu sa politique de reprise de liquidités oisives du système notamment à travers les interventions sur le marché des changes.

Ainsi, les taux de réserves obligatoires sur les passifs en gourdes et en dollars sont restés inchangés, s'inscrivant respectivement à 40 % et 51 % pour les banques commerciales et 28,5% et 39,5% pour les banques d'épargne et de logement. De même, les taux d'intérêt sur les bons BRH ont été maintenus à leur niveau de mars 2020, soit 4 %, 6 % et 10 % pour les maturités de 7, 28 et 91 jours respectivement ainsi que le taux de mise en pension de ces titres à 17%. Toutefois, l'encours des bons BRH s'est replié passant de 2 212 MG en décembre 2020 à 1 150 MG en mars 2021 en vue de faciliter l'acquisition des billets de trésorerie par les banques commerciales.

Parallèlement, en raison de la baisse saisonnière de l'offre de dollars qui caractérise le deuxième trimestre, la Banque Centrale a procédé à des injections de l'ordre de 104,1 millions de dollars sur le trimestre, stérilisant ainsi des liquidités pour un montant de près de 7,8 milliards de gourdes. Cependant, elle a dû moduler ses interventions sur le marché des changes de façon à préserver son coussin de réserves internationales. Ainsi, ces dernières se sont soldées par un achat net de l'ordre de 73,74 millions de dollars de janvier à mars 2021 contre une vente nette de 10,63 millions au trimestre précédent.

De même, les émissions d'obligations BRH se sont poursuivies de manière active en vue de restreindre la demande de dollars aux fins de précaution. L'encours de ces titres a atteint 3 859,15 MG au 31 mars 2021, facilitant, ainsi, un assèchement de 1 419,45 millions de gourdes de liquidités sur le trimestre.

Par ailleurs, dans le but de freiner l'expansion de la liquidité bancaire, les autorités monétaires ont procédé, en mars 2021, au retrait des exonérations de réserves obligatoires sur les ressources utilisées pour l'acquisition des billets de trésorerie.

IV- LES AGREGATS MONETAIRES AU 2^{EME} TRIMESTRE DE L'EXERCICE FISCAL 2021

S'agissant des agrégats monétaires, leur évolution a reflété la poursuite de la contreperformance de la situation des finances publiques au cours du deuxième trimestre 2021. En effet, les données préliminaires au 31 mars 2021 indiquent une progression de 4,76 % de la base monétaire au sens restreint contre 3,92 % au trimestre précédent. L'expansion de la base au sens étroit reflète celle des dépôts en gourdes des banques commerciales à la Banque Centrale dont la progression s'est inscrite à 14,62% contre 9,77 % au trimestre précédent. La monnaie en circulation, pour sa part, a connu une baisse saisonnière, passant de 87 milliards de gourdes en décembre 2020 à 84,9 milliards trois mois après. Quant à la base monétaire au sens large, elle a affiché une progression trimestrielle plus

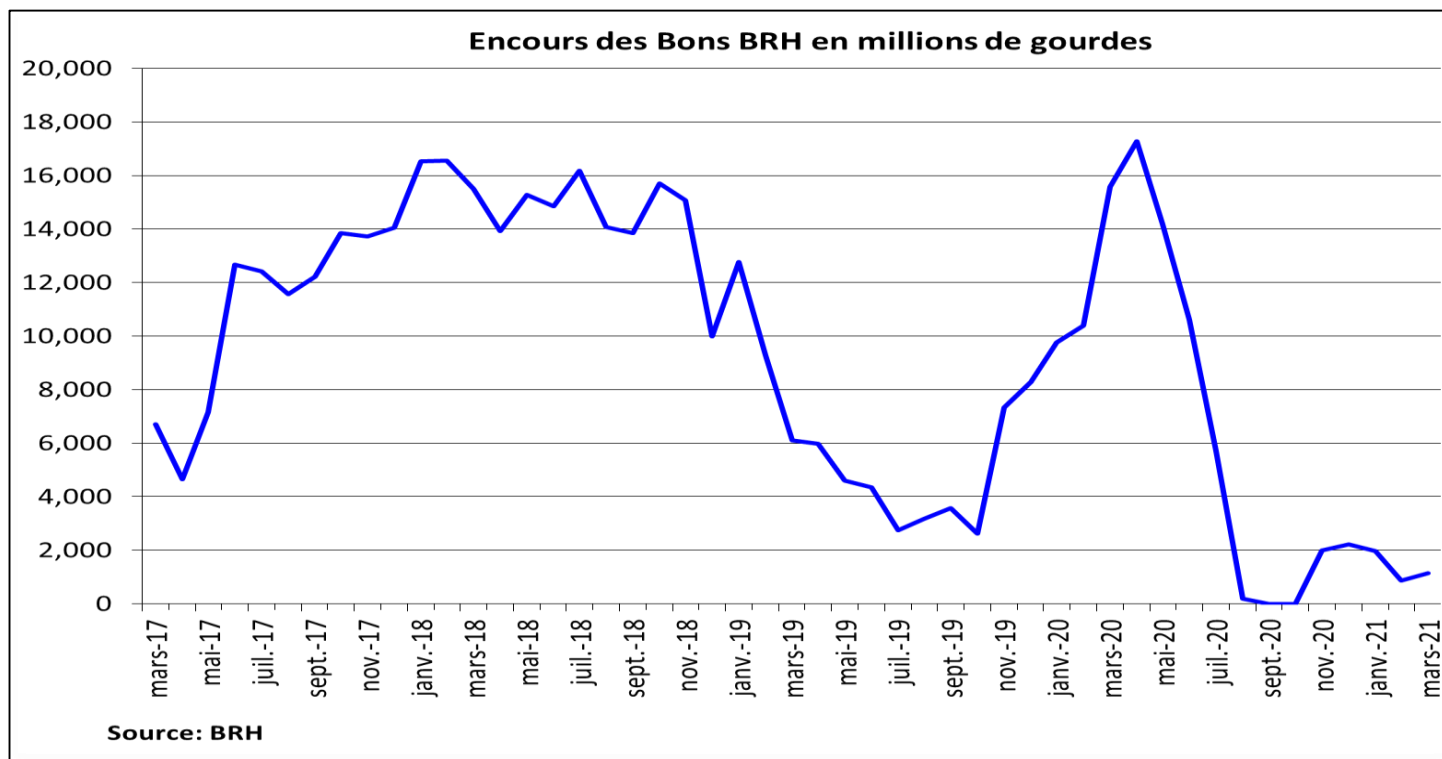
importante (+ 6,91 %), supportée par la hausse de 13,45 % des dépôts en dollars libellés en gourdes des banques commerciales à la banque centrale.

Au niveau de l'actif du bilan de la Banque Centrale, si la tendance à la hausse des créances nettes sur l'État est maintenue (+6,38 %), le rythme de progression s'est décéléré de 15,4 points de pourcentage par rapport au trimestre précédent. Parallèlement, les avoirs extérieurs nets de la BRH convertis en gourdes ont enregistré une progression de 8,01%, soit une accélération de 6,1 points de pourcentage par rapport au trimestre précédent, laquelle souligne surtout un effet-change car évalués en dollars, ces avoirs ont chuté de 2,55 %.

Les données provisoires de février 2021 indiquent une hausse de la masse monétaire de 5,15 % contre 7,45 % en décembre 2020. Cette évolution reflète celle de toutes ses composantes, hormis la monnaie en circulation qui s'est contractée par rapport au pic saisonnier de décembre 2020. En effet, les dépôts totaux en gourdes du système ont présenté un certain dynamisme au cours des deux derniers trimestres, affichant des taux de croissance de 11,86 % et 7,86 % en février 2021 et décembre 2020 respectivement. Cette évolution découle pour l'essentiel de celle des dépôts à vue en gourdes, lesquels ont connu des taux de progression respectifs de 19,1 % et 21,5 %, traduisant la préférence des agents économiques pour les actifs liquides dans un contexte de troubles socio-politiques.

Par ailleurs, les dépôts en dollars convertis en gourdes ont connu une évolution similaire, en affichant des taux de progression respectifs de 5,37 % et 10 % au cours des deux derniers trimestres. Pris en volume, ils ont enregistré des taux de croissance relativement faibles en février 2021 (+0,96 %) et en décembre 2020 (+0,69 %). Cette hausse plus importante des dépôts en gourdes a ralenti le processus de dollarisation des dépôts du système bancaire. Ainsi, comparé à décembre 2020, le ratio « dépôts en dollars sur dépôts totaux » a diminué de 1,36 point de pourcentage au deuxième trimestre 2021 pour s'établir à 56,33 %.

Du côté de l'actif, le crédit à l'État a crû de 6,3 % pour s'établir à 161,9 milliards de gourdes en février 2021. Le crédit au secteur privé continue d'afficher un manque de dynamisme, accusant au cours des deux derniers trimestres de faibles taux de croissance. En effet, au 28 février 2021, le concours à l'économie s'est accru de seulement 1,30 % en baisse de 67 points de base par rapport au premier trimestre, traduisant l'attentisme de certains agents économiques, face à l'incertitude autour du climat des affaires. Quant aux avoirs extérieurs nets du système bancaire, leur valeur en gourdes a augmenté de 3,18 %, imputable essentiellement à l'effet change car, pris en dollars, ils se sont contractés de 1,13 % au deuxième trimestre.



V- LES RESULTATS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE DU SYSTEME BANCAIRE

Les données disponibles sur le système bancaire au mois de février 2021 font état d'une évolution favorable du résultat net du système ainsi qu'une amélioration de sa rentabilité. Du côté des emplois, l'actif a augmenté de 6,5 % par rapport au 31 décembre 2020 pour s'établir à 429,3 milliards de gourdes au mois de février 2021. Cette hausse de l'actif est principalement tributaire de la progression simultanée de l'encours des billets de trésorerie (+ 14,3%) et des avoirs à l'étranger (8,8 %). Par ailleurs, il importe de noter une légère hausse de 0,8 % du portefeuille net de prêts. Cet accroissement s'explique par une hausse de 4,7 % des prêts en devises converties, atteignant 49,1 milliards de gourdes au mois de février 2021 contre 46,9 milliards de gourdes au 31 décembre 2020.

Parallèlement, l'évolution des ressources du système bancaire au cours de la période sous étude a été marquée par une augmentation des dépôts qui se sont établis à 343,4 milliards de gourdes contre 320,6 milliards de gourdes au 31 décembre 2020, ce qui correspond à une hausse de 7,1 %. Cette augmentation des dépôts est imputable à la progression observée au niveau de toutes ses catégories dont les dépôts à vue (+9,6 %), ceux d'épargne (+5,6 %) et à terme (+3,8 %). Conséquemment, le ratio « Prêts

bruts/Dépôts totaux », un indicateur d'intermédiation bancaire, s'est maintenu à 32,1 % au mois de février 2021 contre 34,1 % au mois décembre 2020, soit une baisse de 200 points de base.

D'octobre 2020 à février 2021, le système bancaire a généré un produit net bancaire (PNB) totalisant environ 10,7 milliards de gourdes, soit une progression annuelle de 9,6 %. Cette hausse du PNB résulte de la bonne performance des « autres revenus » (+38,1 %) en dépit du fait que les revenus nets d'intérêt ont chuté de 10,3 % sur la même période. Aussi, tenant compte de la bonne tenue du produit net bancaire par rapport aux dépenses d'exploitation qui se sont fixées à 6,2 milliards, le bénéfice net cumulé sur la période a atteint 2,9 milliards de gourdes contre 2,4 milliards un an auparavant, soit une hausse de 20,8 %.

En ce qui a trait aux ratios financiers clés du système bancaire, une détérioration de la qualité de l'actif a été observée au mois de février 2021, en témoigne l'évolution du coefficient d'arrérage. En effet, le ratio « prêts improductifs en pourcentage des prêts bruts », qui est le principal indicateur de la qualité de l'actif, a atteint 6,61 % au mois de février 2021 contre 5,37 % au cours du premier trimestre de l'exercice en cours. De même, le ratio « provisions pour créances douteuses en pourcentage des prêts improductifs » a chuté, passant à 91,72 % au deuxième mois du deuxième trimestre sous étude à 107,48 % en décembre 2020. En dépit du repli de ce ratio, les banques se sont donc moins bien provisionnées en cas de défaut de paiements des débiteurs à risque.

S'agissant de la structure financière du système, une relative baisse est constatée par rapport au 1^{er} trimestre de l'exercice en cours avec un léger recul du poids de l'avoir des actionnaires dans l'actif. En effet, l'assise financière du système est passée de 9,13 % au mois de décembre 2020 à 8,73 % au mois de février 2021. Par ailleurs, le ratio dépôts en pourcentage de l'actif, qui s'était fixé à 79,55 % en décembre 2020, a atteint 79,98 % au mois de février 2021.

En ce qui concerne les ratios de rentabilité du système bancaire, une hausse a pu être observée en glissement annuel. En effet, le rendement de l'actif (ROA), sur une base cumulée d'octobre 2020 à février 2021, a affiché 1,78 % contre 1,41 % au cours de la même période de l'exercice précédent. Parallèlement, le rendement des fonds propres (ROE) s'est également amélioré en variation annuelle se fixant à 19,84 % contre 16,90 %. S'agissant du rendement moyen des prêts productifs sur une base cumulée depuis octobre 2020, une légère détérioration a été constatée. En effet, ce rendement est passé à 10,61 % contre 12,27 % sur la même période de l'année précédente. Pour sa part, la rémunération moyenne des dépôts s'est aussi légèrement détériorée, se portant à 0,91 % en termes cumulés d'octobre 2020 à février 2021 contre 1,37 % sur la même période un an auparavant.

Au mois de février 2021, l'analyse des ratios de dollarisation a montré une évolution mitigée de ce phénomène dans le système bancaire. Ainsi, de 59,56 % en décembre 2020, celui des « dépôts en devises converties en pourcentage des dépôts totaux » a atteint 58.86 % en février 2021. De son côté, le ratio « portefeuille de prêts nets en devises converties en pourcentage des prêts nets totaux » a augmenté de 168 points de base en se fixant à 44,51 % en février 2021. En ce qui a trait à l'actif en devises converties, il représentait 50,94 % en février 2021 contre 51,1 % au mois de décembre 2020, soit une baisse de 16 points de base.

S'agissant de l'évolution des taux d'intérêt bancaire sur les opérations en gourdes, ceux sur les prêts se sont en moyenne établis à 14 % au 2^{ème} trimestre 2021, soit une hausse de 233 points de base par rapport au premier trimestre. Parallèlement, les taux d'intérêt moyens sur les dépôts à terme (DAT) se sont inscrits à 4 % sur le deuxième trimestre contre 3,46 % au trimestre précédent. Ainsi, le spread d'intermédiation financière a accusé une baisse de 2,88 points de pourcentage, se portant à 10 % en moyenne comparativement au premier trimestre 2021.

En ce qui a trait aux opérations en devises, les taux d'intérêt moyens sur les prêts se sont fixés à 10,04 % au deuxième trimestre contre 9,55 % au cours du premier trimestre de l'exercice en cours. Du côté des taux sur les DAT, ils se sont hissés à 0,58 % en moyenne sur le deuxième trimestre contre 0,28 % sur les trois premiers mois de l'exercice. Ainsi la marge d'intermédiation sur les opérations en dollars a atteint en moyenne 9,46 % au deuxième trimestre contre 9,27 % sur la période allant d'octobre à décembre 2020, ce qui correspond à une croissance de 21 points de base.

VI- PERSPECTIVES

Pour les deux derniers trimestres de l'exercice 2021, les perspectives pour l'économie haïtienne demeurent mitigées. Au niveau externe, la poursuite du renchérissement des produits de base sur le marché international est susceptible d'alourdir la facture d'importations du pays et conséquemment d'alimenter des tensions sur la demande de dollars dans le pays.

Au niveau interne, les incertitudes entourant l'environnement des affaires et la situation financière de l'État restent prédominantes. De même, la campagne agricole de printemps risque de pâtir de la faible disponibilité des semences, ce qui pourrait avoir des impacts négatifs sur les prochaines récoltes. Ces différents éléments tant externes qu'internes, risquent de générer des conséquences négatives sur l'offre

locale de biens et le taux de change, lesquelles pourraient amplifier les pressions sur les prix dans l'économie. Parallèlement, une atténuation de la crise socio-politique et l'amélioration des conditions sécuritaires jointes à une mise en œuvre ordonnée du plan de relance économique du Gouvernement devraient permettre à l'économie haïtienne de profiter des retombées positives de la reprise économique au niveau mondial notamment aux États-Unis.